
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59585

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

zwar richtig, führt jedoch in bezug auf »München« zu einer paradoxen Überlegung: diese Spaltung ist für das französische politische System ein Stabilitätsfaktor. Wenn nun jedoch, wie in den späten 30er Jahren, die Trennungslinie nicht mehr zwischen »rechts« und »links« verläuft, sondern zwischen »pacifistes (intégraux)« und »bellicistes« (d. h. Befürwortern einer »politique de fermeté« dem nationalsozialistischen Deutschland gegenüber), und zwar gleichermaßen auf der rechten wie auf der linken Seite des politischen Spektrums, wenn also dadurch das traditionelle System sich auflöst, ist die Spaltung, die Rémond konstatiert, natürlich umso tiefgreifender und traumatischer.

Der innenpolitisch-sozialpsychologische Ansatz genügt freilich nicht für einen Erklärungsversuch der Langlebigkeit des »Mythos München«. Wie bereits in der Zwischenbilanz angedeutet, ging es im September 1938 nicht nur um den Erhalt der Tschechoslowakei, den Erhalt des Friedens und die Vermeidung weiterer Konflikte in Europa. Es ging auch um den Erhalt Frankreichs als europäische Großmacht und damit, zu dieser Zeit noch, Weltmacht. Beklagen die Autoren LE GOYET und PAULHAC offen »Verrat« an Frankreich, so klingt die Sache bei LACAZE sehr viel subtiler: »les décideurs de 1938 ont-ils été à la hauteur d'une tâche écrasante? La réponse est assurément négative« (S. 531). Einer der Gründe für die negative Antwort wurde bereits zitiert: die französischen Politiker waren nicht in der Lage, die Stellung ihres eigenen Landes gegen Großbritannien zu halten. Das Ergebnis des Münchner Abkommens machte schlagartig der französischen Öffentlichkeit klar, daß Frankreich keine Weltmacht mehr war, ja daß das gesamte System, das nach dem Ersten Weltkrieg zur Sicherheit Frankreichs errichtet worden war, in einer Nacht zusammenstürzte, ohne daß die klassischen Alliierten der ehemals hegemonialen Kontinentalmacht zu Hilfe eilten.

Ich halte das hieraus resultierende Trauma für ähnlich ausgeprägt wie das »Trauma Rapallo« (Renata Fritsch-Bournazel) und das »Syndrome de Vichy« (Henry Rousso). Der daraus hervorgegangene Mythos wäre ein Kolloquium wert.

Fritz TAUBERT, Paris

Maya LATYNSKI (Ed.), Reappraising the Munich Pact. Continental Perspectives, Baltimore, London (The John Hopkins University Press) 1992, 107 p.

Les études et colloques consacrés aux accords de Munich privilégient généralement la Grande-Bretagne de l'*Appeasement* dans l'explication des événements, au détriment des autres protagonistes. Le colloque tenu en octobre 1988 par le Woodrow Wilson International Center for Scholars envisage en revanche les »perspectives continentales« de Munich, en mettant l'accent sur le rôle joué par le III^e Reich, la France, la Tchécoslovaquie et la Pologne. La parution de l'ouvrage du Colonel Le Goyet (»Munich, un »traquenard«?, Editions France-Empire 1988) et celle de notre propre ouvrage (»La France et Munich. Etude d'un processus décisionnel en matière de relations internationales«, P. Lang, Berne 1992) ne dispensent pas d'examiner attentivement les contributions du W. W. I. C. pour l'éclairage qu'elles projettent sur les mobiles des principales puissances européennes en 1938.

Pour le III^e Reich (Gerhard L. WEINBERG, p. 9–20), la minorité allemande représente un instrument de destruction de l'Etat tchécoslovaque, et non un groupe ethnique qui mériterait assistance. Contrairement à ce que pourrait laisser croire un Weizsäcker, la décision hitlérienne d'annihiler l'Etat voisin ne remonte pas aux lendemains de la crise de mai 1938, mais bien avant. Il ne faut pas surestimer le poids de l'Armée dans l'opposition aux projets hitlériens (Brauchitsch, le nouveau commandant en chef de la Wehrmacht, est l'homme du Führer). Or Hitler recherche une solution *militaire*, et non diplomatique de la crise, et son retournement de dernière minute s'explique par les réserves d'un Goebbels, d'un Göring, et par l'impréparation d'une opinion qui se remémore l'effondrement du front intérieur en 1918. Il appert que si les Occidentaux ne se battent pas pour empêcher le rattachement des Sudètes au III^e Reich, ils

n'admettront pas en revanche une invasion de la Tchécoslovaquie qui déboucherait sur l'annexion de non-Allemands. Munich marquera le Führer: à l'avenir il évitera de rééditer la «terrible erreur» (*terrible mistake*) de 1938, de se laisser piéger dans des négociations susceptibles d'entraver ses préparatifs belliqueux (ainsi en 1939). Ne regrettera-t-il pas en 1945, dans un Berlin en ruines, de n'avoir pas déclenché la guerre dès 1938?

L'attitude de la France lors de Munich (John E. DREIFORT, p. 21-46) s'explique par les multiples faiblesses de ce pays, et notamment par l'absence, en matière d'alliances, d'alternative à l'alliance britannique (l'URSS inspire la méfiance). Elle est marquée du sceau de l'ambiguïté: si Daladier affiche son refus d'un démembrement de la nation amie, Bonnet en revanche avertit le 20 juillet les Tchèques que «la France ne fera pas la guerre pour l'affaire des Sudètes». La position de la Grande-Bretagne, tenue à des obligations précises non envers Prague, mais envers Paris, demeure floue, comme en témoignent le discours de Chamberlain du 24 mars et des échanges entre Halifax et Bonnet en septembre. Qui plus est, le Premier britannique court-circuite un Daladier partisan d'une conférence à trois en décidant la rencontre de Berchtesgaden. Des entretiens franco-britanniques du 18 septembre, Chamberlain sort vainqueur dans la mesure où les détails de la garantie prévue pour la nouvelle Tchécoslovaquie restent à régler, où les Français admettent des concessions de la part des Tchèques et où le Premier britannique est chargé de poursuivre les contacts avec Hitler. Le contexte de la réunion du 25 septembre est différent: Chamberlain se voit opposer les fermes propos de Daladier, qui envisage cependant la création d'une Commission pour l'occupation immédiate de certains territoires tchécoslovaques. L'annonce par Chamberlain de la mission Wilson auprès du Führer, le 26 septembre, représente l'engagement d'un ferme soutien britannique longtemps attendu, mais Daladier ne sait pas pousser l'avantage, et Bonnet joue un rôle personnel en faisant transmettre un plan qui offre à Hitler une «satisfaction de prestige». Cette absence de coordination entre la France et l'Angleterre sur le plan diplomatique caractérise aussi le domaine de la coopération militaire (pas de plans stratégiques communs). L'optimisme affiché le 26 septembre par Gamelin passe pour du bluff aux yeux des Britanniques – tandis que Halifax poursuit ce que DREIFORT appelle une «gymnastique diplomatique» – entendons une mise en garde à la France contre toute initiative séparée.

Munich ne s'explique pas uniquement par les lacunes françaises, mais aussi par la *psychologie* d'un Daladier ambivalent chez qui alternent les phases de fermeté et de faiblesse. Si l'homme saisit la nature de l'enjeu – la domination du continent par le III^e Reich –, il n'affirme pas avec netteté que les revendications allemandes ne sont pas négociables. A la tête d'un Cabinet divisé, il doit prendre en compte la déplorable situation militaire du pays, notamment dans le domaine aérien. S'il excelle dans les déclarations de principe, il ne sait pas les traduire dans les faits et il se laisse influencer par les Anglais. Or, le couple France-Grande-Bretagne souffre d'un climat de suspicion: Halifax maintient son allié dans le brouillard quand les Français escomptent un engagement net de Londres; chaque partie veut influencer l'autre, sans trop dévoiler de ses propres intentions.

La Tchécoslovaquie a, il va sans dire, ressenti profondément le «traumatisme» de Munich (J. F. ZACEK, p. 47-59) et au premier chef Edouard Benès, anxieux du verdict de la postérité. Le jugement porté a cependant évolué, au gré des bouleversements politiques. L'entourage de Benès fait retomber la responsabilité de Munich sur les seules grandes puissances: pour la nation tchèque et ses dirigeants, moralement justifiés, il n'y avait de choix qu'entre la capitulation et une guerre avec le Reich qui eût signifié un suicide collectif. Quant à l'historiographie marxiste, elle doit être envisagée sous l'angle d'une certaine périodisation. Au début des années 50, Benès est représenté comme l'instrument d'une «conspiration contre les masses», l'agent des «impérialistes occidentaux»; mais très vite, il devient une figure tragique, tandis qu'à nouveau le rôle du vilain échoit aux grandes puissances. Le début des années 60 montre une Tchécoslovaquie championne de la sécurité collective, victime d'une surestimation des forces antihitlériennes en Occident. Lors du Printemps de Prague, Benès est réhabilité à

travers la publication simultanée de ses souvenirs («Mnichovské dny») et du «Mnichov a Edvard Beneš», de Mila Lvová, qui justifie la décision de l'ancien Président de ne pas se battre en 1938. Les années 1969–1988 ne voient pas paraître d'ouvrages significatifs sur Munich: en 1973, l'historien marxiste ultraorthodoxe V. Král fustige durement Benès à l'occasion d'un film et d'un colloque qui portent sur Munich ou du traité germano-tchèque de décembre; en 1978, J. Cesar («Mnichov 1938») interprète Munich comme une étape dans l'incessant combat du camp capitaliste et impérialiste contre l'URSS et le communisme international.

La diplomatie de Benès (Michael KRAUS, p. 61–78), s'ordonne autour des problèmes des rapports germano-tchèques et de la communauté allemande de Tchécoslovaquie – communauté dont W. Koch, ministre d'Allemagne à Prague, montrera qu'elle représente, plutôt qu'une minorité à protéger, une composante essentielle de l'Etat, appelée à acquérir ses droits dans le long terme (ce qu'interdiront la crise mondiale et l'avènement du nazisme). Face au danger allemand, la diplomatie tchèque table exagérément sur la France et l'Angleterre, qui subordonnent la préservation du statu quo, de l'équilibre des forces dans la région au souci d'éviter la guerre. Quant à l'URSS, son rôle est ambigu et donne lieu à diverses hypothèses: en réalité, Benès n'obtient aucune promesse ferme d'assistance soviétique en cas de défaillance française; il se refuse d'ailleurs à envisager une guerre avec le seul appui de Moscou, qui serait mal reçue en Occident. Comme le montrent les allusions de la «Pravda» à un conflit entre puissances «impérialistes», l'URSS entend rester en dehors d'un tel conflit.

Il a été dit que dans la crise de Munich, les nerfs de Benès craquèrent, ou qu'il manqua de résolution: en fait, l'homme sait assumer ses responsabilités, outrepasser les pouvoirs que lui confère la Constitution, aller à contre-courant d'une opinion prête à résister. Sans doute estime-t-il que dans la perspective d'une guerre européenne jugée inévitable, Munich n'est qu'un expédient provisoire. Mars 1939 ruine cependant le raisonnement qui justifie à ses yeux Munich, à savoir la nécessité de préserver la nation. Dès lors, toute son action visera à «défaire» Munich, interprété comme une défaite personnelle; mais dans sa vision d'une Europe où l'URSS prendrait le relais de la France comme contrepoids à l'Allemagne et garante de l'indépendance tchécoslovaque, il ouvrira la voie à un nouveau désastre par ses concessions exorbitantes à l'URSS et au PCT.

L'attitude de la Pologne dans la crise de Munich, souligne A. M. CIENCIALA (p. 79–101), est grandement tributaire de celle des puissances occidentales. Entre Pologne et Tchécoslovaquie, les griefs ne manquent pas: affaire de Teschen; réticences tchèques vis-à-vis des avances polonaises; traité soviéto-tchèque de 1935; chaque pays considère l'autre comme appelé à disparaître. Varsovie juge l'alliance française incertaine (le traité d'assistance mutuelle conclu dans le cadre de Locarno, par sa référence à la SDN, sape la convention militaire de 1921) et s'efforce d'améliorer ses rapports avec l'Allemagne (déclaration de non-agression de janvier 1934). Dans la mesure où la France suit l'Angleterre dans la recherche d'un règlement général en Europe, elle adhère à une politique impliquant la révision de la frontière polono-allemande. En 1938, la Pologne envisage de tirer de l'amputation inévitable de la Tchécoslovaquie un surcroît de sécurité; elle n'exclut pas pour autant l'hypothèse où la France (et par suite l'Angleterre) se battraient pour Prague et où elle-même ne saurait se trouver aux côtés du Reich.

La politique polonaise – abusivement qualifiée de «politique du colonel Beck», car elle reçoit l'aval d'un Cabinet restreint de cinq hautes personnalités – est animée par plusieurs buts. Il s'agit d'assurer à la minorité polonaise les droits qu'obtiendra la minorité allemande. Il s'agit aussi de constituer, entre Baltique et mer Noire, une «Troisième Europe» pour contrer l'expansion à la fois du Reich et de l'URSS dans la région (idée d'une frontière commune avec la Hongrie): une solution qui placerait la totalité de la Tchécoslovaquie sous la domination du Reich aboutirait à l'encerclement de la Pologne. Celle-ci entend «vendre» sa neutralité au Reich contre la reconnaissance de ses droits à Dantzig. Elle refuse enfin que les grandes puissances décident de sujets d'intérêt vital pour elle sans sa participation (exemple du pacte à Quatre). Les mobiles de la politique polonaise où les options restent ouvertes tout au long de

la crise ressortent avec netteté de deux documents significatifs: un rapport de l'ambassadeur de France; un autre de son collègue américain (26 avril, 19 juin 1938).

La Conférence de Munich, à laquelle elle n'a pas été invitée, irrite la Pologne, qui adresse un ultimatum à Prague (tout en envisageant un instant – détail jusqu'alors inconnu – d'aider militairement une Tchécoslovaquie qui rejeterait les accords). Beck redoute que l'Allemagne, dans la foulée, ne s'attribue Teschen et le nœud de Bohumin. Quant à l'URSS, on peut supposer avec un fort degré de vraisemblance qu'en cas de guerre franco-allemande Staline, comme il le fit un an plus tard, aurait marchandé avec Hitler le sort de la Pologne; l'établissement d'une frontière commune tchéco-soviétique ne pouvait s'effectuer qu'au détriment de cette dernière; enfin l'absence de réponse de Moscou à l'offre du Roumain Cornène de laisser passer les troupes soviétiques par le territoire de son pays est révélatrice.

Pour A. M. CIENCIALA, la Pologne n'aurait joué dans la crise de Munich qu'un rôle secondaire, et suivi une politique en phase avec son opinion publique; elle n'aurait recouru à l'ultimatum pour imposer ses revendications que par crainte de devoir accepter Teschen en cadeau d'un Hitler qui, en contrepartie, aurait tenté d'obtenir de Varsovie des concessions territoriales. Conclusion qui nous paraît tenir d'un plaidoyer *pro domo* laborieux, et que contredisent les jugements sévères d'un Léon Noël.

Si les communications du W. W. I. C. présentent le plus haut intérêt, nous émettons toutefois quelques observations. D'abord à propos de l'utilisation de certains documents: nous avons personnellement montré dans notre ouvrage (*La France et Munich*, p. 155–156, 196) que ces documents soulèvent une suspicion légitime (peut-être ont-ils été rédigés après coup par Bonnet pour justifier sa politique?). Des faits importants sont passés sous silence: ainsi la mission secrète en France de Nečas (*Ibid.* p. 198–200) peut expliquer le revirement de Daladier lors de la réunion franco-britannique du 18 septembre; aucune allusion n'est faite au «communiqué» du Foreign Office du 26 septembre (*Ibid.* p. 234–238) dont le ton ferme déplut à Bonnet, qui jeta le doute sur son authenticité. Nous avons dit à quel point nous ne partageons pas l'interprétation donnée à l'action de la diplomatie polonaise dans les heures qui suivirent Munich. Enfin, l'attitude de l'URSS en 1938 ne pourra être définitivement élucidée tant que les archives ex-soviétiques n'auront pas livré tous leurs secrets.

YVON LACAZE, Paris

Ulrich HÖVER, *Joseph Goebbels: ein nationaler Sozialist*, Bonn, Berlin (Bouvier) 1992, 496 p.

Soutenue en 1990/91 à l'Université de Bonn, cette thèse préparée sous la direction du professeur Hildebrand se réfère dès l'introduction à la lucidité (*Nüchternheit*) du conservateur méfiant envers tout projet terrestre d'un nouveau monde, que ce dernier lui aurait enseigné. De là la question que l'on peut se poser d'emblée à la lecture de cet ouvrage si la démonstration d'un Goebbels «socialiste national révolutionnaire» et non opportuniste, comme le voient la plupart des historiens, ne vise pas à donner plus d'importance qu'elle n'en eut effectivement à l'aile «révolutionnaire» du nazisme par rapport au rôle des élites conservatrices du régime.

A partir du *Journal* de Goebbels et de ses diverses publications, l'auteur recourt à une méthode «phénoménologique» pour suivre, dans une première partie, la formation des conceptions politiques du jeune Goebbels jusqu'en 1924 puis, dans une seconde partie, l'application de celles-ci dans le contexte du mouvement nazi jusqu'à son arrivée au pouvoir en 1933. Un dernier chapitre d'une cinquantaine de pages, intitulé «Entre impuissance et radicalisation: un révolutionnaire au sein du régime hitlerien (1933–1945)» montre que sa conception d'une fusion totale de l'Etat et du parti au profit de ce dernier, de même que ses vues en politique étrangère s'inscrivent dans la continuité de sa conception d'un «pouvoir révolutionnaire». Ce qui expliquerait, selon l'auteur, ses réticences envers toute aventure susceptible d'entraîner une nouvelle guerre qui pourrait mettre en cause ce pouvoir. Même si, à partir de